

de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Paris, le 14 mai 2004.

Les commissaires aux comptes :

PricewaterhouseCoopers Audit : Pierre-Henri Scacchi et Associés :
GUY FLURY SERGE GRUBER.

71303

C.G.B.I.

Société anonyme au capital de 1 187 560 €.
Siège social : 69, boulevard Gallieni, 92137 Issy-les-Moulineaux Cedex.
Siret : 329 490 593 00152.

Cet avis annule et remplace l'avis paru au *Bulletin des Annonces légales obligatoires* du 6 juillet 2004, page 20197.

I. Les documents comptables annuels non audités (comptes sociaux et consolidés au 31 décembre 2003) publiés au *Bulletin des Annonces légales obligatoires* du 26 mai 2004, pages 15326 à 15335 ont été approuvés sans modifications par l'assemblée générale du 29 juin 2004.

II. — Rapport général des commissaires aux comptes. (Comptes annuels.)

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2003, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société C.G.B.I. tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels. — Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe « Procédure de redressement judiciaire », inclus dans la partie « Faits caractéristiques » de l'annexe, qui précise notamment l'hypothèse retenue en termes de continuité de l'exploitation.

II. Justification des appréciations. — En application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, introduites par la loi de sécurité financière du 1^{er} août 2003 et applicables pour la première fois à cet exercice, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Sur la base de nos travaux et des informations qui nous ont été communiquées à ce jour, et dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous estimons que l'annexe donne une information pertinente sur la situation du groupe, au regard de l'hypothèse de continuité de l'exploitation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion sans réserve exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique. — Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels. En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informa-

tions relatives à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Sausheim et Paris, le 14 juin 2004.

Les commissaires aux comptes :

Apsis Audit : Mazars & Guérard :
HUBERT DROUETS ; FRANCIS BIRINGER ; PIERRE SARDET.

III. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société C.G.B.I., relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2003, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés. — Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe « Procédure de redressement judiciaire », pages 9 et 10 de l'annexe, qui précise notamment l'hypothèse retenue en termes de continuité de l'exploitation.

II. Justification des appréciations. — En application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, introduites par la loi de sécurité financière du 1^{er} août 2003 et applicables pour la première fois à cet exercice, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Sur la base de nos travaux et des informations qui nous ont été communiquées à ce jour, et dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous estimons que l'annexe donne une information pertinente sur la situation du groupe, au regard de l'hypothèse de continuité de l'exploitation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion sans réserve exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique. — Par ailleurs, nous avons procédé à la vérification des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Sausheim et Paris, le 14 juin 2004.

Les commissaires aux comptes :

Apsis Audit : Mazars & Guérard :
HUBERT DROUETS ; FRANCIS BIRINGER ; PIERRE SARDET.

71360

CHEMUNEX

Société anonyme au capital de 4 653 390,70 €.
Siège social : 3, allée de la Seine, 94854 Ivry-sur-Seine.
331 270 678 R.C.S. Créteil.

Documents comptables annuels.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} avril 2003 au 31 mars 2004.

Ces comptes sociaux annuels ont été établis le 8 juillet 2004 par les dirigeants de l'entreprise et seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire sur première convocation du 15 septembre 2004.

I. — Bilan au 31 mars 2004.
(En euros.)

Actif	Brut	Amortissement Provision	31/03/04 Net	31/03/03 Net
Capital souscrit non appelé				
Actif immobilisé :				
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement . . .	14 700	2 414	12 285	
Concessions, brevets, droits similaire . . .	446 188	339 497	106 691	137 397
Fonds commercial . . .				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes/immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles :				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage	1 400 365	1 149 828	250 537	297 786
Autres immobilisations corporelles . . .	1 036 360	715 049	321 311	317 198
Immobilisations en cours				31 551
Avances et acomptes				
Immobilisations financières :				
Participations évaluées				
Autres participations	4 941	1 905	3 036	3 036
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières . . .	146 867		146 867	146 567
Total (I)	3 049 425	2 208 695	840 729	933 537
Actif circulant :				
Stocks :				
Matières premières approvision	230 390		230 390	232 189
En cours de productions de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	3 500 160		3 500 160	301 380
Marchandises	750 622	100 788	649 833	3 245 464
Avances et acomptes versés/commandes	110 942		110 942	91 161
Créances :				
Clients comptes rattachés	3 374 364	17 116	3 357 247	3 003 959
Autres créances	367 973	32 473	335 500	428 041
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers :				
Valeurs mobilières de placement				182 938
Disponibilités	502 485		502 485	342 389
Comptes de régularisations :				
Charges constatées d'avance	159 541		159 541	219 742
Total (II)	8 996 481	150 379	8 846 102	8 047 266
Charges à répartir/plusieurs exercices (III) . . .	1 372		1 372	4 116
Primes de remboursement obligations (IV)				

Actif	Brut	Amortissement Provision	31/03/04 Net	31/03/03 Net
Ecart de conversion actif (V)				
Total général (I à V)	12 047 279	2 359 074	9 688 204	8 984 919

Passif	31/03/04	31/03/03
Capitaux propres :		
Capital social ou individuel	4 653 390	4 653 390
Primes d'émission, de fusion, d'apport	27 795 479	27 795 479
Ecarts de réévaluation		
Réserve légale	430	430
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	- 38 143 469	- 36 624 150
Résultat de l'exercice (Bénéfice ou perte)	263 537	- 1 519 318
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total (I)	- 5 430 632	- 5 694 170
Autres fonds propres :		
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Total (II)		
Provisions pour risques et charges :		
Provisions pour risques	234 328	489 448
Provisions pour charges		
Total (III)	234 328	489 448
Dettes :		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	959 453	1 293 008
Emprunts et dettes financières divers	9 878 503	9 873 530
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 726 933	1 278 601
Dettes fiscales et sociales	722 922	802 769
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	209 219	515 563
Comptes de régularisation :		
Produits constatés d'avance	381 906	426 167
Total (IV)	14 878 939	14 189 641
Ecarts de conversion passif (V)	5 569	
Total général (I à V)	9 688 204	8 984 918

II. — Compte de résultat.
(En euros.)

	31/03/04			31/03/03
	France	Exportation	Total	
Ventes marchandises	5 490 961		5 490 961	4 895 035
Production vendue de biens	3 047 211		3 047 211	2 497 520
Prod. vend. de services	1 044 672	243 536	1 288 209	1 322 300
Chiffres d'affaires net	9 582 845	243 536	9 826 382	8 714 856
Production stockée			- 112 851	- 6 199
Production immobilisée				73 673
Subventions d'exploitation			63 989	91 605
Reprise/amortissement et provision transfert de charges			587 148	1 285 216
Autres produits (1)			7 378	2 571
Total produits d'exploitation (2)			10 372 048	10 161 724
Achats marchandises			3 047 777	3 316 339
Variation stock marchandises			- 659 815	- 824 544
Achats matières premières et autres approvisionnements			772 327	798 797
Variation stock matières premières et approvisionnement			1 798	- 61 723

	31/03/04			31/03/03
	France	Exportation	Total	
Autres achats et charges externes (3)			2 964 513	3 210 372
Impôt, taxes et versements assimilés			346 545	292 280
Salaires et traitements			2 013 099	2 532 467
Charges sociales			754 253	965 294
Dotations aux amortissements sur immobilisations			343 719	371 136
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant			6 416	65 700
Dotations aux provisions pour risques et charges			164 485	214 430
Autres charges			28 121	16 488
Total charges d'exploitation (4)			9 783 243	10 897 038
Résultat d'exploitation			588 804	- 735 313
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée bénéficiaire transférée				
Produits financiers de participations (5)			106	106
Produits des autres valeurs mobilières et créances (5)				
Autres intérêts et produits assimilés (5)			174	1 010
Reprises sur provisions et transfert de charges				
Différences positives de change			16 491	54 684
Produits nets sur cessions de VMP			31 873	2 123
Total des produits financiers			48 646	57 924
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilés (6)			320 983	503 019
Différences négatives de change			121 912	94 636
Charges nettes sur cessions de VMP				
Total des charges financières			442 895	597 655
Résultat financier			- 394 249	- 539 730
Résultat courant avant impôts			194 555	- 1 275 044
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			33 069	48 109
Produits exceptionnels sur opérations en capital			29 537	26 149
Reprises sur provisions et transferts de charges			61 054	
Total produits exceptionnels (7)			123 661	74 258
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)			25 921	251 575
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			12 684	18 119
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions			1 073	33 838
Total charges exceptionnelles (7)			39 679	303 532
Résultat exceptionnel			83 982	- 229 274
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise				
Impôts sur les bénéfices			15 000	15 000
Total des produits			10 544 355	10 293 907
Total des charges			10 280 818	11 813 226
Bénéfice ou perte (Total des produits - Total des charges)			263 537	- 1 519 318
(1) Produits nets partiels sur opérations à long terme				
(2) Produits de locations immobilières				
(2) Produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler en (8))			32 995	47 250
(3) Crédit-bail mobilier			78 582	289 049
(3) Crédit-bail immobilier				
(4) Charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler en (8))			13 064	117 299
(5) Produits concernant les entreprises liées				
(6) Intérêts concernant les entreprises liées				
(6 bis) Dont faits aux organismes d'intérêt général				
(9) Transfert de charges			86 115	78 293
(10) Cotisations pers. expl. (Primes et cotisations)				
(11) Redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)				
(12) Redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)			15 453	3 455

(7) Détail des produits et charges exceptionnels	Exercice N	
	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Voir détail en annexe	39 679	96 445

(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs	Exercice N	
	Charges antérieures	Produits antérieurs
Voir détail en annexe	13 064	32 996

III. — Tableau de financement. (En euros.)

	31/03/04	
	Augmentation	Diminution
Ressources :		
Capacité d'autofinancement de l'exercice	200 292	
Prélèvements personnels		
Autofinancement disponible	200 292	
Valeurs des cessions d'immobilisations	29 537	
Réductions d'immobilisations financières	4 193	
Apports fonds propres et en C.C.	157 204	
Emprunts contractés	219	
Subventions d'investissement		
Total des ressources	391 445	
Emplois :		
Distributions de dividendes		
Réduction fonds propres et en C.C.		207 038
Acquisitions d'éléments actif immobilisé		
Charges à répartir sur plusieurs exercices		
Remboursements d'emprunts		253 171
Total des emplois		460 209
Variation du Fonds de roulement net global		68 764

	31/03/04	
	Dégagement	Besoins
Variation des actifs :		
Stocks et en-cours		545 165
Avances et acomptes versés sur commandes		19 782
Comptes clients, comptes rattachés		359 705
Autres créances	119 757	
Comptes de régularisation	60 201	
Variation des dettes :		
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Fournisseurs, comptes rattachés	1 448 332	
Dettes fiscales et sociales		79 847
Autres dettes		306 344
Comptes de régularisation		38 692
Totaux	1 628 290	1 349 535
Dégagement net de Fonds de roulement dans l'exercice	278 755	
Variation des disponibilités	22 842	
Variations des concours bancaires et soldes créditeurs		232 832
Variation nette trésorerie		209 990
Variation du Fonds de roulement net global	68 765	

IV. — Proposition d'affectation du résultat.

Le conseil d'administration propose d'affecter le profit net comptable de l'exercice, soit 263 537 € au compte « Report à nouveau » débiteur de 38 143 469 € qui passera ainsi à un montant débiteur de 37 879 932 €.

V. — Annexe aux comptes annuels.

Règles et méthodes comptables.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
 - Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
 - Indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes sont établis conformément au plan comptable général 1999 et aux principes généralement admis.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations corporelles. — Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires ou à leur coût de production).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Matériel et outillage	3 et 5 ans
Agencements	5 et 10 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau et informatique	5 et 10 ans

Immobilisations incorporelles. — Il s'agit de brevets d'invention amortis sur une durée de cinq ans.

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement. — La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks. — Les stocks de marchandises sont valorisés au coût réel d'entrée.

Le prix en devises des marchandises importées est converti dans la monnaie de tenue de compte sur la base du cours moyen du mois de la facture.

Une décote directe est pratiquée, le cas échéant, sur la valeur du stock égale à la différence positive entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et la valeur de réalisation, déduction faite des charges directes de ventes.

Au 31 mars 2004, les stocks en valeur brute se décomposent comme suit (en milliers d'euros) :

	2003/2004	2002/2003	2001/2002	2000/2001	1999/2000
Matières premières	230	232	170	141	109
Marchandises et produits finis	4 251	3 703	2 885	2 188	2 388
Total	4 481	3 935	3 055	2 329	2 397

Reprise de provision pour le stock du matériel pour 46 975 €.

Reprise de provision pour le stock de pièces détachées pour 9 211 €.

Créances. — Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Opérations en devises. — Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en « Ecart de conversion ».

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires.

Provisions réglementées. — Le tableau 2065 décrit, le cas échéant, l'état de ces provisions.

Actif immobilisé.

Immobilisations	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute des immobilisations en fin d'exercice	Réévaluation légale
		Réévaluation exercice	Acquisitions créations	Par virement	Par cession		évaluation par mise en équivalence
Frais d'établissement recherche et développement			14 700			14 700	
Total 1			14 700			14 700	
Autres postes d'immobilisations incorporelles			28 539			446 188	
Total 2	417 649		28 539			446 188	
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Constructions, installations générales, agencements							
Installations techniques, matériel et outillage industriel	1 819 193		116 780		535 608	1 400 365	
Installations générales, agencements, aménagements divers	603 051		11 158			614 209	
Autres matériels de transport	127 323		44 249		92 337	79 236	
Matériel de bureau et informatique, mobilier	454 533		18 667		130 285	342 914	
Emballages récupérables et divers							
Immobilisations corporelles en cours	31 551			31 551			
Avances et acomptes							
Total 3	3 035 652		190 856	31 551	758 231	2 436 726	
Participations évaluées par mise en équivalence							
Autres participations	4 941					4 941	
Autres titres immobilisés							
Prêts et autres immobilisations financières	146 567		4 494		4 193	146 867	
Total 4	151 509		4 494		4 193	151 809	
Total général (1 + 2 + 3 + 4)	3 604 810		238 589	31 551	762 424	3 049 425	

Amortissements.

Immobilisations amortissables	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin d'exercice
Frais d'établissement, de recherche et développement				
Total 1		2 414		2 414
Autres immobilisations incorporelles				
Total 2	280 251	59 246		339 497
Terrains				
Constructions :				
Sur sol propre				
Sur sol d'autrui				
Installations générales				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 521 407	158 985	530 564	1 149 828
Autres immobilisations corporelles :				
Installations générales	216 593	62 425		279 019
Matériel de transport	103 369	16 633	85 145	34 857
Matériel de bureau	361 542	41 270	129 837	272 975
Emballages récupérables				
Total 3	2 202 913	279 315	745 546	1 736 681
Total général (1 + 2 + 3)	2 483 164	340 975	745 546	2 078 593

Immobilisations amortissables	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Cadre C : Mouvements affectant provision pour amortissements dérogatoires	
	Amortissements			Dotations	Reprises
	Linéaires	Dégressifs	Exceptionnels		
Frais d'établissement et de recherche					
Total 1	2 414				
Autres immobilisations incorporelles					
Total 2	59 246				
Terrains					
Constructions :					
Sur sol propre					
Sur sol d'autrui					
Installations générales					
Installations techniques, matériel et outillage	158 985				
Autres immobilisations corporelles :					
Installations générales	62 425				
Matériel transport	16 633				
Matériel bureau	41 270				
Emballages divers					
Total 3	279 315				
Total général (1 + 2 + 3)	340 975				

	Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices			
	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice
Charges à répartir sur plusieurs exercices	4 116		2 744	1 372
Primes de remboursement des obligations				

Provisions.

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations except. 30 %				
Provisions fiscales pour implant, à l'étranger avant le 1 ^{er} janvier 1992				
Provisions fiscales pour implant, à l'étranger après le 1 ^{er} janvier 1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
Total 1				
Provisions pour litiges	33 838	1 073	33 838	1 073
Provisions garanties données aux clients				
Provisions pertes de marché à terme				
Provisions amendes et pénalités				
Provisions pertes de change				
Provisions pensions et obligations				
Provisions pour impôts				
Provisions renouvellement des immobilisations				
Provisions grosses réparations				
Provisions charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	455 610	164 485	386 840	(*) 233 255
Total 2	489 448	165 558	420 678	234 328
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	186 203		58 007	128 196
Immobilisations titres équivalence				
Titres de participation				
Autres immobilisations financières	1 905			1 905
Sur stocks et en cours	156 974		56 185	100 788
Sur comptes clients	10 700	6 416		17 116
Autres pour dépréciations	59 689		27 216	32 473
Total 3	415 473	6 416	141 409	280 480
Total général (1 + 2 + 3)	904 921	171 974	562 087	514 809
Dont dotations et reprises :				
D'exploitation		170 901	501 033	
Financières				
Exceptionnelles		1 073	61 054	
Titres mis en équivalence				

(*) Les 233 K€ de provisions pour risques et charges à la fin de l'exercice se décomposent comme suit :
— 57 K€ de provisions couvrant la garantie de 1 an donnée sur les appareils vendus ;

— 85 K€ de provisions pour la remise en état des appareils mis en location chez les clients ;
— 91 K€ de provisions couvrent les futurs coûts liés aux différentes phases de restructuration décidés entre 2001 et 2003.

Echéances, créances et dettes.

Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	146 867		146 867
Clients douteux ou litigieux	17 116	17 116	
Autres créances clients	3 357 247	3 357 247	
Créances rattachés de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	38 862	38 862	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	8 078	8 078	
Etat et autres collectivités publiques :			
Impôt sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	82 390	82 390	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	238 642	238 642	
Charges constatées d'avance	159 541	159 541	
Totaux	4 048 747	3 901 879	146 867
Montant des :			
Prêts accordés en cours d'exercice			
Remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et 5 ans au plus	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
A 2 ans maximum à l'origine	959 453	959 453		
A plus de 2 ans à l'origine				
Emprunts et dettes financiers divers	372 622	326 888	45 734	
Fournisseurs et comptes rattachés	2 726 933	2 726 933		
Personnel et comptes rattachés	336 764	336 764		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	228 615	228 615		
Etat et autres collectivités publiques :				
Impôt sur les bénéfices				
Taxe sur valeur ajoutée	67 649	67 649		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	89 893	89 893		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	9 505 880	9 505 880		
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)	209 219	209 219		
Dettes représentatives de titres emprunts				
Produits constatés d'avance	381 906	381 906		
Totaux	14 878 939	14 833 204	45 734	

Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et 5 ans au plus	A plus de cinq ans
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	253 170			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques				

Crédit-bail.
(En euros)

	Matériel de transport	Matériel bureau	Mobilier	Matériel informatique	Matériel laboratoire	Total
Valeur d'origine	97 863	35 826	34 937	31 224	647 048	846 897
Amortissements :						
Mode	Linéaire	Linéaire	Linéaire	Linéaire	Linéaire	
Durée	4 ans	4 à 5 ans	5 ans	3 ans	3 ans	
Cumul exercices antérieurs	79 766	28 413	27 367	28 622	611 101	775 269
Dotations de l'exercice	18 097	7 413	6 987	2 602	35 947	71 047
Total	97 863	35 826	34 354	31 224	647 048	846 316
Redevances payées :						
Cumul exercices antérieurs	89 267	41 396	32 939	31 143	686 009	880 754
Exercice	21 752	8 793	8 410	2 802		41 757
Total	111 019	50 189	41 349	33 945	686 009	922 511
Redevances restant à payer :						
A un an au plus			701			701
A plus d'un an et cinq ans au plus						
A plus de cinq ans						
Total			701			701
Valeur résiduelle :						
A un an au plus			699			699
A plus d'un an et cinq ans au plus						
A plus de cinq ans						
Total			699			699

Incidence des évaluations fiscales dérogatoires.
(En euros.)

	Montant
Résultat de l'exercice	263 537
Impôt sur les bénéfices	15 000
Résultat avant impôt	278 537
Variation des provisions réglementées :	
Autres évaluations dérogatoires :	
Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires (avant impôt)	278 537
Ces évaluations ont pour effet d'augmenter (de diminuer) le poste « Provisions réglementées » de	

Variations de la dette future d'impôts.
(En euros.)

Nature des différences temporaires	Montant
Provisions réglementées	
Autres	
Total des accroissements	
Provisions non déductibles l'année de comptabilisation	102 465
Autres	

Nature des différences temporaires	Montant
Total des allègements	
Amortissements réputés différés	9 774 805
Déficits reportables	19 733 563
Moins-values à long terme	

Rémunération des dirigeants.

Néant.

Effectif moyen.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres		
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés		
Ouvriers		
Total	47	

Société-mère.

S.A. A.E.S. Laboratoire Groupe Exercice clos le 31 mars 2004.

Eléments relevant de plusieurs postes du bilan.
(En euros.)

Postes du bilan	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes ou créances représentées par des effets de commerce
	Liées	Avec lesquelles la société a lien de participation	
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés			
Autres créances			
Capital souscrit appelé non versé			
Valeurs mobilières placement			
Disponibilités			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers	9 505 880		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	790 560		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			

Produits à recevoir.
(En euros.)

	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	1 477
Autres créances	53 782
Disponibilités	
Total	55 260

Charges à payer.
(En euros.)

	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	78 238
Emprunts et dettes financières diverses	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	343 747
Dettes fiscales et sociales	438 185
Autres dettes	
Total	860 171

Charges et produits constatés d'avance.
(En euros.)

	Charges	Produits
Charges/Produits d'exploitation	159 541	381 906
Charges/Produits financiers		
Charges/Produits exceptionnels		
Total	159 541	381 906

Charges à répartir sur plusieurs exercices.
(En euros.)

	Montant	Taux d'amortissement
Charges différées		0,00
Frais d'acquisition des immobilisations		0,00
Frais d'émission des emprunts		0,00
Charges à étaler	1 372	0,00
Total	1 372	

Capital social.
(En euros.)

	Nombre	Valeur nominale
Actions/parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	30 524 242	0,15
Actions/parts sociales émises pendant l'exercice		
Actions/parts sociales remboursées pendant l'exercice		
Actions/parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	30 524 242	0,15

Ventilation du chiffre d'affaires net.
(En euros.)

Par activité	2003/2004 12 mois	2003/2002 12 mois	2001/2002 9 mois	2000/2001 12 mois	1999/2000 12 mois
Ventes de matériel (*)	4 527 818	4 062 501	2 705 391	4 434 673	4 376 824
Ventes de consommables	4 048 930	3 421 494	2 381 336	2 544 404	1 880 486
Total	8 576 748	7 483 995	5 086 727	6 979 078	6 257 310
Locations	268 882	226 447	197 802	266 662	92 475

Par activité	2003/2004 12 mois	2003/2002 12 mois	2001/2002 9 mois	2000/2001 12 mois	1999/2000 12 mois
Services après ventes	821 673	887 347	498 416	468 281	310 317
Port et produits divers	103 138	103 065	68 621	99 434	69 929
Refabrications	49 517	14 002			
Formation	6 425				
Total	1 249 635	1 230 861	764 839	834 377	472 721
Total chiffre d'affaires et produits assimilés	9 826 383	8 714 856	5 851 566	7 813 455	6 730 031

(*) Dont 6 163 € en 2000/2001 et 1 953 € en 2001/2002 inclus en produits exceptionnels et correspondant à la vente de matériel immobilisé après une période de location de plus de trois mois.

Par secteur géographique	2003/2004 12 mois	2003/2002 12 mois	2001/2002 9 mois	2000/2001 12 mois	1999/2000 12 mois
France	3 376 887	2 019 599	1 720 017	2 086 183	1 492 346
Communauté européenne	3 858 638	4 168 857	3 082 740	3 583 592	3 642 558
Autre Europe					
Amérique du Nord					
Océanie					
Asie					
Export - total	2 590 858	2 526 400	1 048 809	2 143 680	1 595 127
Total chiffre d'affaires et produits assimilés	9 826 383	8 714 856	5 851 566	7 813 455	6 730 031

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices. (En euros.)

	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat net après impôt
Résultat courant	194 555		194 555
Résultat exceptionnel (et participation)	83 982	15 000	68 982
Résultat comptable	278 537	15 000	263 537

Autres informations significatives.

Engagement de départ en retraite, la S.A. Chemunex a souscrit un contrat en externe pour le versement des indemnités de fin de carrière. A ce titre, elle a versé 10 868 €.

Détail autres créances.

Frais avoirs à recevoir	43 690,62
Personnel produits à recevoir	2 013,7
Organismes sociaux produits à recevoir	8 078,6
Total	53 782,92

Détail des dettes fiscales et sociales.

Congés à payer	151 140,94
Provisions congés à payer étranger	45 414
Dettes provisionnées rattachés	3 313,07
Autres charges de personnel à payer	70 220
Provisions primes étranger	39 471
Organismes sociaux charges sur congés payés	66 502,02
Dettes provision/RTT	1 457,75
Charges sociales sur congés payés étranger	6 632
Organismes sociaux charges à payer	29 492
Provisions charges/primes étranger	7 403
Etat autres charges à payer	998
Taxe apprentissage	2 202,39
Formation	4 617,15
Fongecif	704,49
Effort construction	8 617,65
Total	438 185,46

Résultat de la société au cours des cinq derniers exercices. (En euros.)

Exercices concernés	1998/1999	1999/2000	2000/2001	2001/2002	2002/2003	2003/2004
Capital fin exercice :						
Capital social (en milliers d'euros)	4 601	4 641	4 641	4 653	4 653	4 653
Nombre actions ordinaires	30 179 350	30 445 928	30 524 242	30 524 242	30 524 242	30 524 242
Nombre d'obligations convertibles en actions						
Opérations - résultats de l'exercice (en milliers d'euros) :						
Chiffre d'affaires hors taxes	5 504	6 346	7 807	5 850	8 715	9 826
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	- 4 726	- 4 826	- 5 293	- 3 924	- 892	232
Impôts sur les bénéfices	- 382	- 237	4	1 107	15	15
Participation salariés						
Résultat après impôts, participations des salariés et dotations aux amortissements et provisions	- 5 530	- 6 519	- 12 012	- 1 858	- 2 020	263
Résultat par action (en euros) :						
Résultat après impôts participations des salariés mais avant amortissements - provisions	- 0,14	- 0,17	- 0,17	- 0,13	- 0,03	0,007
Résultat après impôts, participations salariés amortissements - provisions	- 0,18	- 0,21	- 0,40	- 0,06	- 0,05	0,008
Dividende brut attribué à chaque action (au cours de l'exercice)						
Personnel :						
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	81	98	91	82	76	47

Exercices concernés	1998/1999	1999/2000	2000/2001	2001/2002	2002/2003	2003/2004
Montant masse salariale de l'exercice (en milliers d'euros) . . .	3 022	3 444	3 648	2 435	2 532	2 013
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (Sécurité sociale, œuvres sociales) (en milliers d'euros)	1 135	1 272	1 349	898	965	754

71285

CLAYEUX

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 612 000 €.

Siège social : Avenue Maréchal-Leclerc, Montceau-les-Mines (S.-et-L.).
725 721 591 R.C.S. Le Creusot.

I. — Documents comptables au 31 décembre 2003.

Les comptes sociaux et consolidés au 31 décembre 2003 publiés au *Bulletin des Annonces légales obligatoires* du 30 avril 2004, pages 10652 à 10658, ont été approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 25 juin 2004.

II. — Attestation des commissaires aux comptes.

1. Extrait du rapport général sur les comptes sociaux. — Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Principes et méthodes comptables » de l'annexe qui expose un changement de méthode comptable résultant du règlement CRC 2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Fait à Chalon-sur-Saône et Chenôve, le 7 juin 2004.

Les commissaires aux comptes :

KPMG Entreprises, Département de KPMG S.A. : BRUNO PAILLARD, Associé ;	Cabinet Passerat : DOMINIQUE PASSERAT.
---	---

2. Extrait du rapport sur les comptes consolidés. — Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention :

— sur la note 1 de l'annexe qui expose un changement de méthode de comptabilisation des frais de création et de commercialisation engagés sur l'exercice pour les collections futures ;

— sur la note 2 de l'annexe relative au changement de méthode induit par le CRC 2002-10 relatif à l'amortissement et la dépréciation des actifs.

Fait à Chalon-sur-Saône et Chenôve, le 7 juin 2004.

Les commissaires aux comptes :

KPMG Entreprises, Département de KPMG S.A. : BRUNO PAILLARD, associé ;	Cabinet Passerat : DOMINIQUE PASSERAT.
---	---

71323

SOCIETE FINANCIERE MONEGASQUE DE CREDIT « COGENEC »

Société anonyme monégasque au capital de 2 770 000 €.
Siège social : 11, avenue Albert I^{er}, 98000 Monaco.

Documents comptables annuels.

I. — Bilan au 31 décembre 2003. (En milliers d'euros.)

Actif	2003	2002
Caisse, banques centrales, C.C.P.		
Effets publics et valeurs assimilées		
Créances sur les établissements de crédit	269	220
Opérations avec la clientèle	158	158
Obligations et autres titres à revenu fixe	654 935	601 027
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et activité de portefeuille		
Parts dans les entreprises liées		
Crédit-bail et location avec option d'achat		
Location simple		
Immobilisations incorporelles	9	21
Immobilisations corporelles	10	14
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Autres actifs	15	12
Comptes de régularisation	1	6 746
Total actif	655 397	608 198

Passif	2003	2002
Banques centrales, C.C.P.		
Dettes envers les établissements de crédit	651 475	603 094
Opérations avec la clientèle		
Dettes représentées par un titre		
Autres passifs	171	171
Comptes de régularisation	51	1 240
Provisions pour risques et charges		
Dettes subordonnées		
Fonds pour risques bancaires généraux	234	234
Capitaux propres hors FRBG	3 466	3 459
Capital souscrit	2 770	2 770
Primes d'émission		
Réserves	537	537
Ecarts de réévaluation		
Provisions réglementées et subventions d'investissement		
Report à nouveau (+/-)	10	8